

Programme politique 21

La démocratie libérale

Il s'agit de la démocratie fondée sur le respect de la liberté individuelle, qui s'exprime par la participation aux élections définies par les institutions approuvées par le peuple des citoyens tous appelés à voter, autrement dit par le suffrage universel. « *La liberté consiste à pouvoir faire ce qui ne nuit pas à autrui* »¹, c'est-à-dire qu'elle ne veut pas dire le laxisme ni la loi de la jungle. Cette définition signifie aussi que la liberté du citoyen s'exerce dans toutes les occurrences de sa vie, qu'il a le droit de dormir sans être dérangé par la musique de son voisin, de marcher sur un trottoir sans être bousculé par des véhicules électriques ou gêné par les engins loués par la municipalité et hors service pendant de longs mois, et d'être payé à la mesure de son travail sans que son salaire soit amputé par une plus-value exorbitante du capital ... Il est vrai que quand il parle de « *la démocratie libérale* » le non-candidat Président ne songe pas le moins du monde à cette occurrence-là et à peine aux précédentes.

Engagé dans la lutte contre le coronavirus et ses mutants multiples, il célèbre à l'envie les bienfaits de la démocratie libérale amputée de son pernicieux volet économique capitaliste. Mais le danger qu'il prétend affronter victorieusement s'accompagne du désintérêt grandissant du peuple des citoyens pour les urnes comme l'a montré le pauvre tiers de participations aux dernières élections régionales de juin dernier : est-cela la démocratie libérale qui s'accommode des deux tiers d'abstentions de la Nation ? Il faut s'interroger sur le manque d'amour pour les scrutins démocratiques. Peut-être ne sont-ils plus démocratiques du tout... Le peuple, en effet, est le grand perdant de la démocratie dite libérale puisqu'elle est dénuée de l'empathie nécessaire à la faire vivre. Où sont les projets qui doivent mobiliser les citoyens ? Ceux qui sont à l'ordre du jour sont toujours « libéraux » c'est-à-dire favorables au capitalisme. La SNCF, par exemple : on apprend que l'entreprise équivalente italienne va concurrencer l'entreprise nationale ; cela est triomphalement annoncé à la télévision publique française, avec le grand sourire de la présentatrice (une journaliste). Mais l'idiot de téléspectateur reste coi : faire Milan-Lyon en train italien, en TVG de surcroît, coûtera-t-il moins ou plus cher ? Aura-t-il plus de dessertes ? Et si il manque ce train, pourra-t-il prendre le prochain, français celui-là ? Et d'ailleurs, il n'a pas besoin d'aller à Milan : il lui faut des trains qui desservent Châteauroux plus souvent, mais là ... Et ainsi de suite.

L'État se désintéresse depuis trop longtemps du peuple souverain, des citoyens. Il réfléchit aux moyens de gagner de l'argent en vendant des sous-marins ou des corvettes ou des Rafales ou autres moyens de guerre, fournis par des entreprises privées, aux pays étrangers quitte à se fâcher avec ses alliés. Mais il refuse de mettre les mains dans le cambouis car il n'est pas une « entreprise » en laissant la dé-industrialisation du pays se poursuivre : plus de classe ouvrière pense-t-il, *in petto*. Stupide, car le prolétariat que la gauche, en abandonnant la dictature promise, a privé des lendemains qui chantent, existe tout de même comme l'ont montré les increvables **gilets jaunes** et ceux qui les ont soutenus et les soutiennent toujours. La légalité est respectée dans les élections où les abstentions sont majoritaires : 15 % + de suffrages exprimés au premier tour permettent de l'emporter sur 15 % - ... en 2017 ! Pourquoi pas en 2022. Mais la légitimité ?

¹ Article 3 de la *Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789*

La dictature du capitalat est illégitime et elle existe pourtant bel et bien. Le prolétariat du XXIème siècle, dans ses habits nouveaux, existe lui aussi bel et bien ; mais on fait semblant de l'oublier.

Qu'il se réveille pour faire taire le capitalisme arrogant et remettre l'**évolution révolutionnaire** en chemin.

Capitalismus delendus est.